

Une
**SOIRÉE
CAUSERIE**



QU'EST-CE QUI PIQUE VOTRE CURIOSITÉ ?

La Gazette de la Mauricie vous invite à une soirée causerie pour l'aider à définir les sujets qui feront l'objet de reportages dans ses prochains numéros du journal mensuel.

Mercredi 17 janvier, 18 h 30
**Auberge internationale
de Trois-Rivières**
497, rue Radisson, Trois-Rivières
Inscriptions souhaitées au
www.gazettemauricie.com ou au 819-841-4135

lagazette
de la Mauricie



GRATUIT

MENSUEL 15 000 EXEMPLAIRES
JANVIER 2018 - VOLUME 33 NUMÉRO 4
WWW.GAZETTEMAURICIE.COM

la gazette

DE LA MAURICIE

Média indépendant, sans but lucratif, au service du bien commun

Imaginez le Québec de demain

Les enjeux régionaux de l'année électorale

PAGES 8 À 11



Geneviève Dubois, mairesse de Nicolet et préfète de la MRC Nicolet-Yamaska.

PHOTO : DOMINIC BÉRUBÉ

OPINION

Passez Go et dépensez!

PAGE 2



SOCIÉTÉ

Pour une démocratie plus juste

PAGE 3



RÉDACTION JOURNALISTIQUE POUR NOUVEAUX ARRIVANTS

Série de 6 ateliers animés par Olivier Gamelin

Les **mardis soirs** à compter du **30 janvier**

Société Saint-Jean-Baptiste de la Mauricie (3239 rue Papineau, Trois-Rivières)

lagazette
de la Mauricie



INSCRIPTIONS AU WWW.GAZETTEMAURICIE.COM OU AU 819-841-4135 JUSQU'AU 22 JANVIER 17 H - SEULEMENT 15 PLACES DISPONIBLES!

Passez Go et dépensez !



La prochaine élection québécoise aura lieu le 1^{er} octobre 2018. Cependant, la campagne électorale est largement lancée, et cela, dans le sens le plus électoraliste du terme.

RÉAL BOISVERT

Tout a commencé avant Noël. Le gouvernement du Québec annonçait en effet que les contribuables de la classe moyenne bénéficieraient d’une réduction d’à peu près 278 \$ de l’impôt sur leurs revenus de 2017.

Cette première annonce a été suivie d’un train d’autres mesures. Le ministre de l’Éducation nous a d’abord avisés qu’il procéderait à un allègement de la taxe scolaire facturée aux contribuables chaque année en juillet. Cette mesure coûtera 650 millions de dollars au trésor public ; en Mauricie, elle équivaut à une réduction moyenne de 75 \$ par famille.

Ensuite ce fut le tour du ministre de l’Emploi, du Travail et de la Solidarité sociale, qui a fait l’annonce d’un investissement de trois milliards de dollars pour sortir 100 000 personnes de la pauvreté. Le point de presse à peine

terminé, plus d’un observateur faisait remarquer que ce nouveau plan créait deux catégories de pauvres, soit ceux qui sont inaptes au travail et ceux qui ne le sont pas. Comme ce plan s’étale sur cinq ans, il est difficile de ne pas y lire une invitation à réélire le gouvernement en place pour en voir l’accomplissement.

Puis, quelques jours plus tard, le ministre des Affaires municipales, de passage à Shawinigan, a présenté la stratégie gouvernementale de son ministère pour 2018-2022 : une somme de 600 millions sera accordée à la réalisation d’actions prioritaires reliées, pour ce qui est de la Mauricie, à 14 enjeux ciblés par un certain comité directeur. Coïncidence, ces 14 enjeux ressemblent étrangement à un copier coller de ce qui avait été proposé pour le plan quinquennal de développement régional par la Conférence régionale des élus, tout juste avant sa dissolution en 2015. À noter que, la même année, on coupait 300 millions

dans le cadre du nouveau pacte fiscal visant les municipalités.

Enfin, on ne saurait passer sous silence les autres mesures contenues dans la mise à jour du ministre des Finances, notamment celles qui prévoient des centaines de millions de dollars en éducation et en aide à l’enfance, en santé mentale, en soins pour les aînés hébergés, en enseignement supérieur et en implantation de l’Internet à haute vitesse dans certaines régions du Québec.

Assez paradoxalement, le gouvernement déverse sa manne après trois années consacrées principalement à mettre en place un régime d’austérité budgétaire qui a surtout consisté à réduire radicalement les services publics tout en procédant au démantèlement de larges pans de l’appareil d’État. Parmi les dommages collatéraux de cette austérité, évoquons au passage l’augmentation de la tâche des enseignants et des travailleurs de la santé ainsi que le

recours de plus en plus élevé au secteur privé pour compenser l’engorgement du système public. Sans trop forcer le trait, on pourrait croire que le gouvernement dépense aujourd’hui pour réparer les pots cassés plutôt que d’avoir investi au moment opportun dans les acquis afin de les consolider et de les développer.

Cela étant, on ne va pas se mettre à pleurer parce que le gouvernement redonne en partie les sommes qu’il a brutalement ponctionnées par ailleurs. Mais qu’il soit permis de se demander si le Parti libéral gouverne en fonction des intérêts supérieurs du Québec ou bien en vue d’assurer sa réélection. Chose certaine, ce gouvernement sera jugé le 1^{er} octobre prochain non seulement sur son bilan, mais aussi sur la façon dont il s’y prend pour regagner la confiance de la population. À nous d’en prendre acte.

SOURCES DISPONIBLES
au www.gazettemauricie.com

SOMMAIRE

SOCIÉTÉ

PAGE 3

CAP SUR

L'INNOVATION SOCIALE

PAGE 3

CULTURE

PAGE 4

INTERNATIONALE

PAGE 5

GRANDS ENJEUX

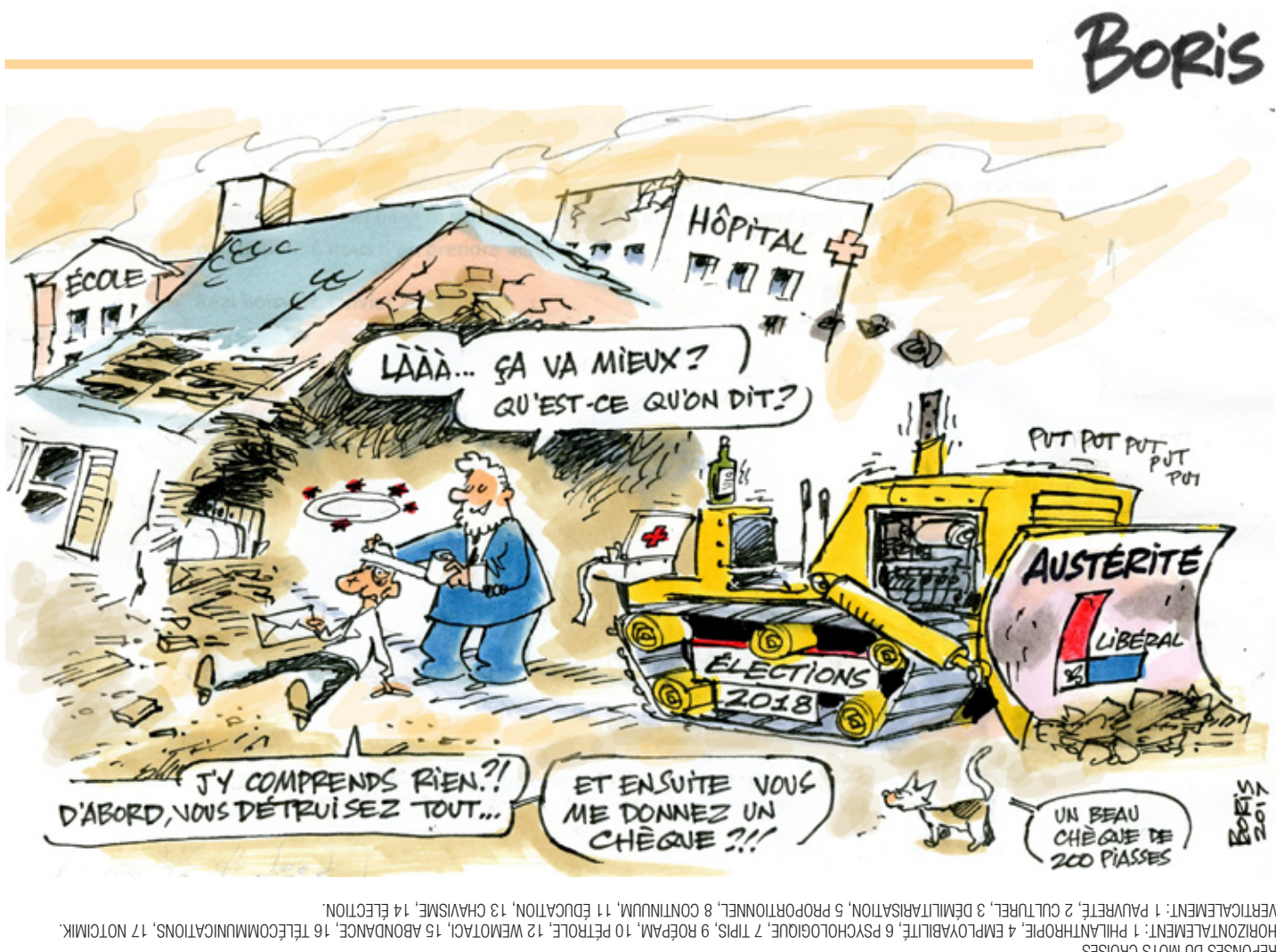
PAGES 6-7

LE QUÉBEC DE DEMAIN

PAGES 8-11

MOTS CROISÉS

PAGE 11



CHIFFRE DU MOIS

150

Nombre de fois que les « milléniaux » (personnes âgées de 11 et 33 ans) consultent leur téléphone cellulaire par jour.

Source : The Economist, 25 novembre 2017, p. 26.

lagazette

de la Mauricie

www.gazettemauricie.com

facebook.com/lagazettedelamauricie

[@GazetteMauricie](https://twitter.com/GazetteMauricie)

Présidente: Valérie Delage
Directeur : Steven Roy Cullen
Conception graphique et infographie : Martin Rinfret

942, rue Ste-Geneviève, Trois-Rivières QC G9A 3X6 - Courriel : info@gazettemauricie.com
Tél.: 819 841-4135

DISTRIBUTION CERTIFIÉE

La Gazette de la Mauricie est publiée par une corporation sans but lucratif soucieuse de produire une information de qualité faisant la promotion du développement intégral des personnes et de leurs collectivités. La Gazette de la Mauricie n'est reliée à aucun groupe ou parti politique. La Gazette de la Mauricie reconnaît le soutien que lui offre le ministère de la Culture et des Communications du Québec via son programme de soutien aux médias communautaires.

ASSOCIATION DES MEDIAS ECRITS COMMUNAUTAIRES DU QUEBEC

RÉFORME DU MODE DE SCRUTIN

Pour une démocratie plus juste



En novembre dernier avait lieu à Trois-Rivières une consultation publique organisée par le Mouvement démocratie nouvelle (MDN), dans le cadre d’une tournée du Québec intitulée *Chaque voix compte*. L’organisme citoyen non partisan menait cette série de rencontres afin de définir quel système électoral représenterait le plus justement la diversité d’opinion de la population.

VALÉRIE DELAGE

Le président de MDN, Jean-Sébastien Dufresne, qui animait la soirée, précise qu’« en décembre 2016, l’ensemble des partis politiques d’opposition — Parti Québécois, Coalition Avenir Québec, Québec Solidaire, Option Nationale, Parti Vert du Québec — a signé une entente visant à ce que la représentation proportionnelle soit introduite à l’Assemblée nationale en vue des élections de 2022. »

Effectivement, en cette année électorale, le mode de scrutin risque de devenir un enjeu incontournable puisque, lors de la consultation, tout le monde s’est montré favorable à un changement vers un scrutin proportionnel mixte compensatoire. Mais comment fonctionnerait ce système ? « En gros, il y aurait deux choix à faire sur le bulletin de vote : un pour élire une personne dans notre circonscription, un autre pour choisir le parti qui correspond le mieux à nos valeurs. Ainsi, si les proportions de sièges obtenus par circonscription pour chacun des partis ne reflète pas les pourcentages nationaux de ces partis, on va compenser en allouant des sièges supplémentaires à partir d’une liste de candidates et candidats pour s’en approcher », explique monsieur Dufresne. Il ajoute que « 85 % des pays industrialisés ont déjà adopté un mode de scrutin visant à représenter fidèlement les proportions d’appui à chacun des partis. On veut s’inspirer des meilleures pratiques dans le monde ». De fait, notre système de scrutin actuel est hérité de la tradition britannique, nous ne l’avons jamais choisi délibérément. Il est donc normal de vouloir se doter d’un système réellement à l’image de notre société. D’ailleurs, lors d’un sondage CROP effectué en 2015, 70 % de la population québécoise s’est déjà prononcée pour ce changement.

Et quels ont été les arguments en faveur de ce système électoral invoqués au cours de la consultation à Trois-Rivières ? L’animateur les résume pour nous : assurer une représentation plus juste de l’ensemble des partis ; contrer le cynisme, le décrochage et le désengagement des gens, en particulier des jeunes, envers la politique ; permettre un éventuel gouvernement de coalition qui refléterait mieux l’ensemble des opinions des citoyennes et citoyens, afin d’éviter les avancées et reculs successifs d’un dossier selon le parti au pouvoir ; limiter la surreprésentation du parti élu et procurer une représentation plus fidèle des régions. À titre d’exemple, en Mauricie et au Centre-du-Québec, 68 % des électeurs n’ont pas voté pour le parti qui, depuis 2014, prend les décisions pour tout le monde.

Le MDN consulte également la population quant aux modes de scrutin qui pourraient assurer une place plus juste des femmes en politique. « De nombreux états démocratiques dans le monde ont mis en place des mesures pour accroître la représentation des femmes au parlement. Plus généralement, c’est une occasion de s’interroger aussi sur la manière d’associer les groupes de la population sous-représentés à l’Assemblée nationale », soutient Jean Sébastien Dufresne.

Son plus grand rêve après les élections d’octobre 2018 ? « Voir le nouveau gouvernement instaurer dès son arrivée au pouvoir le processus de changement vers un mode de scrutin proportionnel mixte compensatoire. » Un rêve très réaliste, pour peu que les électrices et électeurs en réclament la priorité lors de la prochaine campagne ! 

Son plus grand rêve après les élections d’octobre 2018 ? « Voir le nouveau gouvernement instaurer dès son arrivée au pouvoir le processus de changement vers un mode de scrutin proportionnel mixte compensatoire. » Un rêve très réaliste, pour peu que les électrices et électeurs en réclament la priorité lors de la prochaine campagne ! 

SOURCES DISPONIBLES
au www.gazettemauricie.com

CAP SUR L’INNOVATION SOCIALE

La Gazette de la Mauricie, en collaboration avec le Pôle d’économie sociale Mauricie et la Caisse d’économie solidaire Desjardins, vous présente la série Cap sur l’innovation sociale. Dans chacune de nos parutions d’ici juin 2018, nous mettrons en lumière un projet ou une initiative entrepreneuriale qui répondent de façon originale à un besoin de notre collectivité. Voici le quatrième de cette série de neuf articles qui accompagnent les capsules vidéo diffusées sur notre site gazettemauricie.com.



Domaine Notcimik, là d’où je viens

STEVEN ROY CULLEN

Notcimik est un mot de la langue atikamekw pouvant signifier « dans la nature » ou « dans la brousse », mais aussi « là d’où je viens ». Au Domaine Notcimik, un centre de villégiature à caractère autochtone au cœur de la nature mauricienne, ce mot prend tout son sens.

Madeleine Basile et Alain Castonguay, les copropriétaires de l’endroit, nous reçoivent comme si nous faisons partie de la famille. Dès que nous mettons les pieds dans leur domaine, nous nous

sentons à la maison. Ce sentiment est si fort que nous ne voulons plus quitter cet endroit.

Parlez-en à la famille Claudel. Un séjour qui devait durer le temps d’une fin de semaine s’est finalement étiré à cinq jours. « On a vraiment apprécié l’accueil d’Alain et de Madeleine, qui était fabuleux. On a eu un très bon contact avec eux. Le domaine était très joli, la nature, les installations, tout était parfait ! » souligne Antoine Claudel.

PANSER LES PLAIES D’AUTREFOIS

Une rencontre avec Madeleine,

« l’âme » du Domaine Notcimik, permet de saisir la raison d’être du lieu. Madeleine est née à La Tuque. Dès le lendemain de sa naissance, sa mère l’emmenait dans la forêt un peu au nord de Wemotaci, sur le bord de la rivière Saint-Maurice. Elle allait y passer une partie de son enfance avant d’être envoyée dans un pensionnat indien. « Cela a été un drame. Cela a vraiment été un déracinement pour nous, les enfants », raconte-t-elle.

Dans ce contexte, la mise sur pied du Domaine Notcimik permet un peu de panser les plaies d’autrefois. « La mission du domaine s’inscrit dans un esprit de vérité et de réconciliation. Elle vise à créer un lieu de diffusion de la culture atikamekw dans un environnement naturel et sécuritaire », explique Madeleine.

TRANSMETTRE LES TRADITIONS AUTOCHTONES

Le déracinement provoqué par le système de pensionnats constitue en quelque sorte le début de l’affaiblissement de la transmission de la culture autochtone. « Madeleine et moi constatons une perte de la sagesse autochtone au fil du temps. Chez nos petits-enfants, la culture atikamekw est plus diluée », avoue Alain, le mari de Madeleine et « les bras » du Domaine Notcimik.

Grâce à ce domaine, les Atikamekw, mais aussi les membres des autres nations autochtones, les Québécois de toute origine et les touristes étrangers disposent d’un lieu exceptionnel de partage interculturel. Et ce lieu ne bénéficie pas qu’aux visiteurs. « Je suis en train de me redécouvrir, de découvrir ma culture, ma langue par des enseignements que je reçois », révèle Madeleine au sujet des retombées personnelles de son projet, qui est né officiellement en 2015.

UNE VISITE MARQUANTE

Le Domaine Notcimik offre une variété de types d’hébergement à ses visiteurs dont une tente prospecteur atikamekw, des tipis sioux et un magnifique capitowan (maison longue). Il propose aussi une diversité d’activités traditionnelles autochtones.

Les rencontres et les échanges demeurent néanmoins les principaux attraits du Domaine Notcimik. C’est l’avis, du moins, des membres de la famille Claudel, qui ont quitté à reculons, les larmes aux yeux et imprégnés profondément par leur rencontre avec Madeleine et Alain. 

www.domainenotcimik.com



Liliana et Antoine Claudel écoutent attentivement le récit de Madeleine lors de leur dernière journée au Domaine Notcimik.

LES SUGGESTIONS DE NOS LIBRAIRES

MARIE-HÉLÈNE NADEAU, LIBRAIRIE POIRIER



DANS MON LIVRE À MOI
Olivier Niquet, Duchesne et du rêve
 Voici enfin un livre désiré depuis longtemps : une collection des « meilleures » pires citations des commentateurs sportifs. Hilarant du début à la fin, le livre de Niquet ne se contente pas de rapporter quelques citations comiques. En effet, l’auteur y ajoute sa touche d’humour que l’on reconnaît de *La soirée est (encore) jeune* en bonifiant chaque citation d’un mot d’esprit et en incluant introduction, articles en début de chapitres et conclusion à son livre. *Dans mon livre à moi* est une lecture des plus agréables par sa vivacité ingénieuse et par l’ajout de fiches techniques de style «cartes de hockey» des plus grands spécialistes de la citation creuse dans le domaine du sport. Un classique en devenir tant pour les amateurs de sport que pour les fanatiques de lapsus douteux !

LE MONSTRE : LA SUITE

Ingrid Falaise, Libre expression
 Que l’on connaisse ou non l’histoire d’Ingrid Falaise par la lecture du *Monstre*, premier récit de l’auteure, *Le monstre : la suite* touche d’emblée par son écriture honnête et intimiste. Axé sur le processus de reconstruction de l’auteure à la suite d’une relation malsaine de deux ans, on est estomaqué d’y découvrir l’ampleur de l’envers du décor : c’est plus de douze ans de travail sur soi, dans lesquels s’enchaînent thérapies et relations différentes, qui sont consignés dans ces quelque 400 pages. À travers la prose douce et humaine de Falaise que l’on expérimente dès les premières pages, c’est un texte travaillé et d’une qualité impressionnante qui s’offre au lecteur. *Le monstre: la suite* est une lecture des plus empathiques dont on ressort grandi !



VIVRE CENT ANS
Justine Latour et Marie-Noëlle Blais, Marchand de feuilles
 Présentant le portrait de douze centenaires québécois et québécoises, *Vivre cent ans* est à la fois un recueil de conseils sur la longévité et une invitation privilégiée dans l’intimité de ces douze forces de la nature. C’est que ces gens ont tous une vision propre de la vie en général, du temps qui passe et qui ne revient plus, des générations qui se succèdent, et il est inspirant de voir comment ces visions se font écho. Parallèlement, la vie racontée de ces centenaires nous informe de façon authentique et sincère sur un temps profondément distinct du nôtre, celui du début du vingtième siècle. Un temps où les valeurs familiales, professionnelles et sociales étaient tout autres. *Vivre cent ans*, c’est une lecture à partager !

librairie **POIRIER**
 plus qu’une librairie

ENTRETIEN AVEC ÉRIC LORD,
 DIRECTEUR GÉNÉRAL DE CULTURE MAURICIE

Résolutions culturelles en année électorale

Après avoir festoyé un brin et relâché quelque peu les cordons de nos bourses, nous retournons tranquillement à nos occupations quotidiennes avec des résolutions qui, à défaut de changer le monde, nous permettent d’espérer en toute bonne foi. En matière de culture, nous étions curieux de sonder le directeur général de Culture Mauricie, Éric Lord, sur l’état des lieux, sur ses objectifs et sur ses attentes en cette année électorale.



Éric Lord, directeur général de Culture Mauricie, en réflexion lors du LAB 04 organisé par le Pôle d’économie sociale de la Mauricie en novembre dernier.

LUC DRAPEAU

COMMERCIALISATION DES PRODUITS CULTURELS D’ICI

Si les grandes applications comme Netflix, Spotify, Amazon et autres débits automatiques de culture se tenant à un clic de votre portefeuille virtuel (téléphone intelligent, tablette, etc.) s’immiscent librement dans vos habitudes de consommation, il en va autrement pour l’ensemble des artistes et organismes culturels, qui s’essoufflent rapidement faute de visibilité et de moyens dans ce marché à haute vitesse. « Tous les intermédiaires, qui, normalement, accompagnaient le milieu culturel, sont en train de s’effondrer ou ont moins d’effet, moins de capacité d’action qu’auparavant. L’artiste reste isolé et il doit devenir promoteur de son œuvre. Or, dans l’univers numérique, ses œuvres se retrouvent en compétition avec des milliards de propositions artistiques », précise Éric Lord. Il est impératif, selon ce dernier, de mettre en place des conditions favorables pour diffuser et valoriser ce qui se fait ici, car « si tu ne connais pas les artistes de ton territoire, jamais tu ne vas pouvoir consommer leurs œuvres ».

dont disposent les orchestres symphoniques, musées et autres organismes culturels, c’est merveilleux. Mais si cela confirme la tendance de l’État à se retirer de la culture, cela se traduit par un recul », déplore Éric Lord. À preuve, il explique que l’augmentation du dernier budget du ministère de la Culture ne comblait pas l’augmentation des coûts de système et le coût des emprunts pour les infrastructures. Cela signifie que le soutien au milieu a stagné ou a régressé.

POUR ÉVITER D’« AVANCER EN ARRIÈRE »

De l’avis d’Éric Lord, l’élaboration d’une nouvelle politique culturelle — la dernière datant de 1992 —, qui serait accompagnée de fonds conséquents pour sa mise en œuvre, constituerait un bon point de départ. « Depuis cinq ans, en Mauricie, la contribution de la culture au PIB a augmenté de 20 %. On est un secteur en pleine croissance et un élément important de la diversification économique de la région. On aimerait que ce soit reconnu par nos autorités publiques. Pourtant, la culture ne semble pas avoir été la cible de réinvestissements. »

LA PHILANTHROPIE : OUI, MAIS À CONDITION...

La philanthropie se révèle le second enjeu qui préoccupe Éric Lord. « Dans la santé et l’éducation, la philanthropie est faite par des équipes structurées avec des outils et des résultats en conséquence », admet-il. Plus courante dans la culture anglophone, où les plus fortunés participent à la vie de leurs institutions culturelles, la philanthropie demeure marginale au Québec. Ceci dit, il faut se montrer vigilant, car la philanthropie peut représenter un couteau à deux tranchants. « Quand les dons s’ajoutent aux revenus

ET POUR LA SUITE DES CHOSES ?

Éric Lord attend d’une nouvelle politique culturelle qu’elle reconnaisse davantage, d’une part, le rôle entrepreneurial des artistes et, d’autre part, l’apport des régions en les soutenant plus adéquatement. « Le budget de la SODEC est grosso modo dépensé à 85 % à Montréal, ce qui laisse des grenailles pour le reste du Québec. Est-ce que c’est ça que nous voulons comme société ? Moi, je souhaite qu’on ait un milieu stimulant et dynamique partout au Québec, que toutes les régions du Québec puissent garder leurs créateurs et animer leur milieu », conclut-il. 📖

Culture Mauricie regroupe plus de 300 membres (organismes et personnes) qui contribuent de façon professionnelle à la vie artistique et culturelle de la Mauricie. Pour en savoir plus : www.culturemauricie.ca

LE CHAVISME APRÈS CHÁVEZ

En mars 2013, le charismatique président du Venezuela, Hugo Chávez, décède du cancer après 14 années au pouvoir. Le monde entier est sous le choc, particulièrement la gauche latino américaine qui perd son leader dans la lutte aux politiques néolibérales et aux abus de l'impérialisme américain. Rappelons qu'en 1999, suite aux programmes d'ajustement structurel du Fonds monétaire international, un Vénézuélien sur deux vivait dans la pauvreté et un sur cinq dans l'extrême pauvreté. Cette lutte de Chávez quand il prend le pouvoir – la Révolution bolivarienne – c'est une lutte populaire visant à combattre les inégalités et injustices si flagrantes en « Terre de Grâce ». Mais aujourd'hui, la question se pose : l'héritage chaviste survit-il à la mort de son leader?

DANIEL LANDRY

COMITÉ DE SOLIDARITÉ/
TROIS-RIVIÈRES

SUCCÈS DE LA RÉVOLUTION BOLIVARIENNE?

La communauté internationale pose un regard mitigé sur l'héritage Chávez. Sous sa gouverne, de nombreuses politiques ont été mises en place pour favoriser les populations les plus démunies : redistribution des terres, nationalisation du pétrole et distribution d'une rente pétrolière aux milieux populaires, mise en place de programmes d'éducation, ententes avec Cuba pour recevoir des médecins contre du pétrole. Chávez se bâtit alors une immense popularité, aidé par son charisme légendaire, mais surtout par une période de prospérité favorable au régime. Rappelons que le prix du baril de pétrole passe de moins de 18 dollars américains à près de 97 dollars américains entre 1999 et 2008. Cette donnée n'est pas négligeable quand on pense que le Venezuela possède au moins 20 % des réserves mondiales en pétrole.

En contrepartie, bien que les réformes entamées par Chávez aient été un relatif succès, il n'en demeure pas moins que le Comandante demeure un personnage contesté. À droite, on l'accuse de s'être accroché au pouvoir lors du référendum constitutionnel de 2007 qui

visait à supprimer la durée prédéterminée de son mandat. On l'accuse également de réprimer constamment l'opposition, notamment les médias trop critiques de son régime. À gauche, on l'accuse d'avoir bâti ses réformes sur le dos de l'exploitation pétrolière et de n'avoir entamé aucune transition énergétique.

DÉRIVES DE MADURO?

Avant de décéder, Chávez avait lui-même désigné son successeur, son vice-président Nicolás Maduro. Ce dernier peine aujourd'hui à se maintenir au pouvoir. Il a remporté l'élection présidentielle de 2014 par un vote extrêmement serré. Depuis, la conjoncture économique difficile rend sa présidence cauchemardesque. Les prix du pétrole ont chuté. Pour conséquence, les Vénézuéliens sont aux prises avec une inflation galopante (prévision de 720 % pour l'année 2017) qui guide le pays vers une crise alimentaire sans précédent. Pas surprenant dans ce contexte que les idéaux de participation populaire de l'époque chaviste cèdent le pas à des impératifs alimentaires. Les prix du poulet, du riz, de la farine, du beurre et du lait ne cessent de croître.

Qui plus est, depuis les élections législatives de 2015, une crise des institutions touche le pays. D'une part, le pouvoir législatif ne reconnaît plus la légitimité du président, n'acceptant d'ailleurs

pas les résultats – jugés truqués – des élections régionales d'octobre dernier (favorables au mouvement chaviste). D'autre part, le président Maduro plaide pour le remplacement pur et simple de l'Assemblée nationale par une Assemblée constituante favorable à ses politiques.

DÉFIS IMPOSANTS

Au-delà de la crise institutionnelle, le pays connaît des

tensions immenses liées à la pauvreté et à la violence. Dans ce contexte, la révolte contre le gouvernement Maduro est double. C'est premièrement celle des élites de droite qui se sentent trahies depuis presque deux décennies et qui souhaitent se réapproprier le pouvoir et leurs privilèges. Mais c'est surtout celle d'une population affligée par la pauvreté qui semble perdre espoir dans

les promesses du chavisme. En s'accrochant au pouvoir, Maduro ne peut qu'exacerber une crise déjà bien entamée. Mais en laissant celui-ci à l'opposition, il contribuerait à la recréation de la société inégalitaire des années 1990. Les défis du Venezuela sont imposants, alors que le climat entre les deux tendances politiques crée un dialogue de sourds. 9



Nicolás Maduro, président du Venezuela et successeur désigné d'Hugo Chavez, affronte actuellement une opposition virulente, parfois même violente.

POUR AGIR ET EN SAVOIR PLUS

Comité de solidarité/Trois-Rivières
819 373-2598 - www.cs3r.org
www.in-terre-actif.com



WEEK-END
12^e
ANNIVERSAIRE

26 / 27 JANVIER 2018

VENDREDI 26 JANVIER

AU SALON WABASSO

THE MAHONES
AVEC
THE STEADY SWAGGER

SAMEDI 27 JANVIER

AU BROUE PUB

THE STEADY
SWAGGER
EN FORMULE ACOUSTIQUE

LE TROUDUDIABLE

MICROBRASSERIE • BOUTIQUE • SALON
300 - 1250, AVENUE DE LA STATION
SHAWINIGAN / 819 556-6666

BROUE PUB ET RESTAURANT
412, AVENUE WILLOW
SHAWINIGAN / 819 537-9151

POUR PLUS D'INFOS
TROUDUDIABLE.COM/12ANSTDD



LES GRANDS ENJEUX

Comprendre le monde - la société

AFFICHEZ CES PAGES
La compréhension, c'est contagieux!



COMITÉ DE SOLIDARITÉ
TROIS-RIVIÈRES

VA-T-ON PLOMBER NOTRE BUDGET CARBONE ?

Le consensus est international : si la température moyenne de la Terre augmente de plus de 2°C, notre mode de vie et l'humanité tout entière courent un grave danger. Il faut agir pour éviter que notre planète bleue... voit rouge. Qui a envie que les phénomènes climatiques extrêmes deviennent monnaie courante ?

Ainsi, des scientifiques ont établi notre budget carbone en calculant la quantité maximale de gaz à effet de serre que nous pouvons nous permettre de relâcher dans l'atmosphère pour s'assurer de limiter le réchauffement climatique à 2°C.

Le budget carbone de l'humanité est ainsi estimé à environ 3000 gigatonnes (Gt) de CO₂ entre 1861 et 2100. Problème ? Nous avons déjà brûlé presque 2000 Gt, soit les deux-tiers de notre budget total. Comment faire pour respecter notre budget et éviter la catastrophe ? Une cure d'austérité carbone, bien sûr !

BUDGET CARBONE ET INÉGALITÉS

BRÉSIL



3,6 tonnes
d'éq. CO₂
par année (2013)
par habitant

CANADA



18,21 tonnes
d'éq. CO₂
par année (2013)
par habitant



Le secteur énergétique, un gouffre budgétaire

Selon l'agence internationale de l'énergie, 68% des émissions de gaz à effet de serre proviennent du secteur énergétique. La combustion des énergies fossiles (charbon, gaz naturel et pétrole) est la principale source de ces émissions. Si au Québec, 95% de notre énergie provient de l'hydroélectricité et est donc renouvelable, qu'en est-il des sables bitumineux albertains ? Une bonne nouvelle néanmoins, la part des énergies décarbonées progresse... Ce n'est pas le moment de baisser les bras !



L'omniprésence du pétrole

Même si notre principale source d'énergie est renouvelable, cela n'enlève rien de notre dépendance au pétrole ! Et oui, comment roulent nos voitures ? Au niveau mondial, 59% du pétrole sert au transport (fret routier, véhicules, navires, avions). Mais l'or noir, par le biais de la pétrochimie, s'est infiltré dans nos vies quotidiennes sans même qu'on ne s'en aperçoive ! Environ 99% des matières plastiques (nos bouteilles d'eau ou notre brosse à dents !), de nombreux textiles, comme le nylon ou le polyester, ou encore les détergents, caoutchoucs, engrais, pesticides, bitume ... et même des médicaments sont fabriqués avec des dérivés du pétrole !

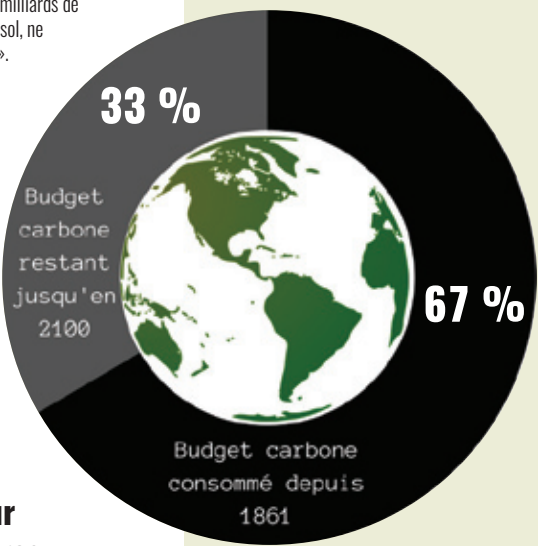


Comment respecter notre budget?

Pour éviter une catastrophe mondiale, une étude a démontré que le Canada devrait laisser plus de 85% de ses réserves pétrolières sous terre... bien à l'encontre de ce que Justin Trudeau annonçait devant un parterre de lobbyistes pétroliers « Aucun pays, qui trouverait 173 milliards de barils de pétrole dans le sol, ne les laisserait sous terre ».

Au niveau mondial, c'est un tiers des réserves pétrolières qu'il faudrait laisser reposer sous terre.

LE BUDGET CARBONE DE L'HUMANITÉ



À TOUT PROBLÈME, UNE SOLUTION

Désinvestissement des énergies fossiles...

Un mouvement mondial appelle à un désinvestissement massif de ce secteur néfaste à notre climat. Plus de 5500 milliards de dollars ont déjà été désinvestis. Au Québec par exemple, c'est une partie de notre épargne, plus de 16 milliards de dollars, que La Caisse de dépôt et placement du Québec investit dans les énergies fossiles... **IL FAUT AGIR !**

<http://sortonslacaisseducarbone.org/>

Pour un investissement dans les énergies propres

Une étude a établi que pour chaque million investi dans les énergies propres, c'est 29 emplois créés. Alors qu'un million investi dans l'industrie pétrolière n'en crée que 2. Un climat éparpillé et des emplois créés, quoi demander de plus ?

S'inspirer sur ce que d'autres pays font

Le Royaume-Uni a mis en place un budget carbone au niveau national. À quand un budget carbone québécois, ou canadien ?

**SIGNEZ CETTE
PÉTITION!**

sortonslacaisseducarbone.org



SAVIEZ-VOUS QUE...

Une mégatonne (Mt) d'émissions de CO₂ correspond à ce que 200 000 voitures émettent pendant 1 an.

Une gigatonne (Gt), quant à elle, correspond aux émissions annuelles de 283 centrales électriques au charbon.

Consulter nos « Grands enjeux » en visitant la section « Publications » de notre site Internet

www.cs3r.org



COMITÉ DE SOLIDARITÉ
TROIS-RIVIÈRES

Vous appréciez ce point de vue
DIFFÉRENT?

Aidez-nous à
CHANGER LE MONDE

Devenez membre!
www.cs3r.org - 819 373-2598

Voilà, c’est fait ! Nous avons entamé une nouvelle année. Une année électorale qui sera sans aucun doute fertile en annonces de toutes sortes. Au cours des prochains mois, l’attention médiatique se tournera vers les divers engagements que nos politiciens présenteront grâce à des campagnes de communication bien orchestrées. Dans ce contexte de surenchère électorale, les médias « échapperont » probablement plusieurs enjeux importants pour l’avenir du Québec et de notre région. Alors, la Gazette de la Mauricie a pris les devants en demandant à des personnalités régionales de cibler les dossiers qui devraient figurer à l’agenda politique de 2018, tout en les invitant à imaginer le Québec de demain. Bonne lecture !

ENTRETIEN AVEC GENEVIÈVE DUBOIS, MAIRESSE DE NICOLET ET PRÉFÈTE DE LA MRC DE NICOLET-YAMASKA

Assurer le développement du Centre-du-Québec

L’année 2017 a été faste pour Geneviève Dubois qui a été réélue mairesse de la ville de Nicolet en octobre dernier et a été élue préfète de la MRC de Nicolet-Yamaska en novembre de la même année. À ce titre, Mme Dubois doit s’assurer que tous les maires de la MRC se sentent interpellés et concernés par les enjeux abordés lors de rencontres de concertation. En plus d’assurer l’animation de ces rencontres, la mairesse de Nicolet est la porte-parole de la MRC. D’ailleurs, le 13 décembre dernier, un communiqué annonçait son élection à titre de présidente de la Table des MRC. Voici donc un tour d’horizon de ce qui attend le Centre-du-Québec et la MRC de Nicolet Yamaska avec cette politicienne engagée, dynamique, et surtout, cette femme de vision.

LOUIS-SERGE GILL

VERS OCTOBRE 2018

En tant que préfète, Geneviève Dubois nous a partagé quatre enjeux qui préoccupent l’ensemble du territoire de la MRC Nicolet-Yamaska. Celle-ci souhaite demeurer une actrice-clé du développement économique des régions et être la porte d’entrée des entrepreneurs qui désirent s’y implanter et s’y développer. Les MRC souhaitent redevenir partie prenante de la nouvelle stratégie entrepreneuriale qui sera présentée sous peu par le gouvernement provincial.

Ensuite, le dossier des télécommunications, notamment la fibre optique et Internet haute vitesse, s’avère un enjeu de taille pour les petites MRC à prédominance rurale. Or, les municipalités mal desservies (implantation sélective, parties de rang oubliées, etc.) sont plus

nombreuses que l’on pourrait le penser. Le défi n’est pas qu’économique : il s’agit aussi d’un problème pour attirer de jeunes familles à venir s’établir sur tout le territoire de la MRC.

Justement, face à une certaine décroissance démographique dans la MRC, Mme Dubois souhaite que plus d’immigrants puissent être accueillis dans les prochaines années. Si les structures d’accueil sont développées pour la plupart dans les centres urbains, il importe selon la préfète qu’elles puissent être mises en place dans les municipalités rurales. Avec les ressources nécessaires et un bon plan d’intégration, celles-ci pourraient assumer l’intégration et la francisation des immigrants à l’instar des grandes villes.

Finalement, le projet de loi 122, visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements



Geneviève Dubois, mairesse de Nicolet et préfète de la MRC Nicolet-Yamaska.

de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs, suscite les plus vives attentes auprès des maires de la MRC. On espère que le gouverne-

ment acceptera de déléster des pouvoirs, puisque comme le leur disait récemment le ministre Coiteux : « Les priorités des régions sont nos priorités ».

L’APRÈS OCTOBRE 2018

Sur le plan régional, Geneviève Dubois désire avant tout que le Centre-du-Québec, en tant que dernière région administrative, puisse prendre sa place et être reconnu comme une vraie région. Quant à l’avenir du Québec, elle souhaite que l’on puisse répondre aux besoins de main-d’œuvre, que des projets collectifs voient le jour pour venir en aide aux gens dans le besoin, afin de nous développer au maximum de notre potentiel.

Cette vision optimiste des divers enjeux exposés a quelque chose de contagieux au point où, nous avons aussi envie de répondre : « Présents ! ».

CRÉDITS : DOMINIC BÉRIJÉ

ENTRETIEN AVEC JOANNE BLAIS, DIRECTRICE DE LA TCMFM

Souhaits féministes pour une société égalitaire

Dans la dernière année, nous avons assisté à une vague de dénonciations sous le mot-clic #MoiAussi, dévoilant de nouveau l’ampleur du phénomène des violences sexuelles. Cette situation, pour ne mentionner qu’elle, nous rappelait la nécessité du féminisme dans l’espace public québécois. Nous avons rencontré Joanne Blais, directrice de la Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie, pour parler d’enjeux et de rêves féministes pour la nouvelle année.

FLORIE DUMAS-KEMP

HALTE À LA PRIVATISATION !

Interrogée sur ce qui préoccupe son organisme régional, dans le contexte de l’année électorale qui s’amorce, Joanne Blais souligne d’entrée de jeu que « tout ce qui touche la privatisation des soins de santé ou de l’éducation » est un enjeu crucial pour l’égalité entre les genres. Puisqu’une majorité du personnel travaillant dans ces services publics sont

des femmes, « quand on coupe dans les soins de santé, ou qu’on nivelle par le bas les conditions de travail (...), ce sont souvent les femmes qui écopent », nous dit-elle. Même phénomène du côté de l’éducation. Madame Blais souhaite donc rappeler aux gouvernements que « si on veut vraiment avoir un effet sur l’autonomie économique des femmes et diminuer la pauvreté vécue par les femmes, il faut se préoccuper de l’accès aux soins de santé et au système d’éducation ».



Joanne Blais est directrice de la Table de concertation du mouvement des femmes de la Mauricie.

L’IMPORTANCE DE L’ANALYSE DIFFÉRENCIÉE SELON LES SEXES

Elle appelle les élues et élus ainsi que les futurs candidats de tout genre aux élections à toujours garder en tête qu’il existe « une discrimination systémique envers les femmes, que c’est la prémisse de base ». Pour toute décision en économie ou autre secteur, elle souhaite que l’analyse différenciée selon les sexes soit utilisée afin de « voir les répercussions possibles sur les garçons et les filles, les hommes et les femmes ». De cette manière, « on risque de faire de meilleurs

choix, et de développer nos territoires d’une façon plus équitable et plus juste, ce qui va vraiment permettre une réelle égalité entre les hommes et les femmes, de même qu’entre toutes les femmes », ajoute-t-elle.

RÊVER DE PAIX ET D’ÉGALITÉ

Si Joanne Blais poursuit son travail féministe après toutes ces années, c’est parce qu’elle a à cœur de voir l’avènement d’un monde meilleur : « C’est sûr que si on arrivait un jour à un monde offrant une vraie égalité entre les hommes et les femmes, on pourrait penser que les maisons d’hébergement, les CALACS, tous ces organismes qui luttent contre les violences vécues par les femmes n’auraient plus de raison d’être. Oui, je rêve du jour où les femmes pourront circuler en toute liberté, en toute sécurité, peu importe où elles sont dans le monde, peu importe ce qu’elles veulent faire, et qu’elles n’aient plus à avoir peur. » Pour atteindre ce monde de paix et d’égalité, elle croit que la démilitarisation est nécessaire, car on pourrait ainsi « investir aux bonnes places, soit dans l’éducation, la santé, le logement social, etc., et la lutte aux violences faites aux femmes ».

CRÉDITS : DOMINIC BÉRIJÉ

Robert Aubin **NPD**
Député fédéral de Trois-Rivières

**Ensemble,
tout devient possible!**

En cette nouvelle année, remplissez ce court sondage et aidez-moi à mieux travailler pour vous.

robertaubin.ca/sondage

214, rue Bonaventure, Trois-Rivières, QC G9A 2B1
robert.aubin@parl.gc.ca 819 371-5901



★ Nous unissons ★ **nos voix**

*pour souhaiter aux lecteurs et lectrices
de La Gazette de la Mauricie ainsi qu'à
toute la communauté une*

**bonne et heureuse année
.... 2018**

*Que cette nouvelle année se déroule
sous le signe de la tolérance, de la paix,
de l'entraide, du partage et de la solidarité.*



**Centre d'organisation
mauricien de services
et d'éducation populaire**

1060, rue Saint-François-Xavier
Téléphone : **819 378-6963**
Courriel : comsep@comsep.qc.ca

www.comsep.qc.ca



**Agir
c'est choisir le monde**

942, rue Sainte-Geneviève
Trois-Rivières (Québec) G9A 3X6
Téléphone : **819 373-2598**

www.cs3r.org



543 rue Laviolette
Trois-Rivières (Québec) G9A 1V4
Téléphone : **819-372-9913**

www.aux3pivots.com



Le rendez-vous
des bénévoles en action!
Téléphone : **819 538-7689**
info@cabgm.org

www.cabgm.org
Facebook



**Dès le 5 février 2018, présent pour
vous dans nos nouveaux locaux :**

929, rue du Père-Daniel
Trois-Rivières (Québec) G9A 2W9
Téléphone : **819 378-6050**

www.cablaviolette.org

Votre précieuse collaboration
est importante pour nous !



Centré sur l'humain

90, des Casernes
Trois-Rivières (Québec) G9A 1X2
Tél. : **819 601-6630 poste 1**

info@consortium-mauricie.org
www.consortium-mauricie.org

Table de concertation
du mouvement



La voix des femmes en Mauricie!
946, rue Saint-Paul, bur. 202
Trois-Rivières (Québec) G9A 1J3
Téléphone : **819 372-9328**
www.tcmfm.ca
www.mauriciennes.ca



Association Québécoise de Défense
des droits des personnes Retraitées
et préretraitées.
301, rue St-Jacques, Local 218-A
Sainte-Thècle (Québec) G0X 3G0
Téléphone : **418 289-2880**
aqdrmekinac@infoteck.qc.ca
www.aqdrmekinac.org



919, boulevard du St Maurice
Trois-Rivières (Québec) G9A 3R1
Téléphone : **819 375-2196**
info@sana3r.ca
www.sana3r.ca

CENTRE DE PRÉVENTION DU SUICIDE ACCALMIE

Un espace vital pour la communauté

Selon Luc Massicotte, directeur général du centre Accalmie, un seul suicide est un suicide de trop. D’où la nécessité, pour lui comme pour son équipe, d’améliorer sans cesse les pratiques auprès personnes endeuillées par la disparition brutale d’un être cher. Soit, mais plus encore : dans un monde idéal, sur quoi faudrait-il agir ?

RÉAL BOISVERT

« Tout d’abord, précise-t-il, ce n’est pas parce qu’un service est accessible qu’il est utilisé à son plein potentiel. En prévention du suicide, comme c’est souvent le cas ailleurs, les deux ne vont pas toujours de pair. » Luc Massicotte précise qu’en situation de détresse psychologique plusieurs personnes ont tendance à se replier sur elles-mêmes. Et comme le suicide est encore tabou, une personne aux prises avec un mal de vivre hésitera souvent avant de demander de l’aide. Voilà pourquoi il est si important qu’une ressource comme Accalmie soit présente dans la communauté, dans les milieux de travail, dans le domaine du sport, dans les écoles et les médias.

Le directeur général aime bien comparer le centre Accalmie à une main tendue. Un geste qui exprime tout à la fois l’empathie, le tact, la bienveillance ainsi que le dévouement aveugle à l’autre, et cela dans le respect total de la confidentialité. Une façon de voir les choses qui est partagée par les nombreux acteurs du milieu, notamment aux urgences psychiatriques, où tout le monde comprend bien qu’il faut atteindre un meilleur équilibre entre la logique productiviste et une approche centrée sur l’accueil et l’ouverture.

Sur un autre plan, il y a encore trop de lacunes du côté du continuum des services. D’autant que la circulation d’un individu d’un service à l’autre repose beaucoup sur sa responsabilité personnelle. Or, plusieurs personnes suicidaires n’ont tout simplement pas la force de cheminer seules avec leur



Luc Massicotte, directeur général du centre de prévention du suicide Accalmie

dossier sous le bras. Et quand la fluidité n’est pas garantie, la chaîne de continuité risque de se briser. C’est ainsi que, parfois, on « échappe » quelqu’un.

Chaque fois que l’on injecte de l’argent neuf en santé mentale, la préoccupation du transit interorganisationnel refait donc surface. Certes, il faudrait multiplier les intervenants pivots, mais il y a plus. D’après Luc Massicotte, il faut aussi que, dans la mesure du possible,

à chaque prestation de services, on renforce la capacité d’agir des individus, de sorte que chacun, à chaque étape de son parcours, reparte plus fort à la sortie qu’à l’arrivée.

« Rêvons encore un peu », poursuit Luc Massicotte. « La prévention du suicide a fait des pas de géants au Québec depuis une vingtaine d’années. Le programme national de santé publique propose plusieurs mesures pertinentes, de même que le plan d’action en santé

mentale et la politique québécoise de la prévention. Néanmoins, plusieurs initiatives sont à géométrie variable. Des résultats beaucoup plus probants ne pourront émaner que d’une stratégie d’ensemble coordonnée et ambitieuse. D’où la pertinence de mettre en place une politique nationale de prévention du suicide. On est rendu là. »

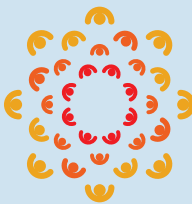
À la réflexion, jamais un tel idéal n’aura été autant à portée de main, m’aura convaincu Luc Massicotte !



www.cinqdixquinze.org



facebook/cinqdixquinze



ROÉPAM

SOUTIEN • REPRÉSENTATION • DÉFENSE

Pour la conciliation famille-travail en Mauricie !

IL NOUS FAUT PLUS
QUE ÇA.



ENTRETIEN AVEC MARC BENOÎT, COORDONNATEUR DU ROÉPAM

La lutte à la pauvreté à l’agenda politique

Après la période de réjouissance des fêtes, alors que l’actualité balaie la pauvreté sous le tapis, une organisation mettra tout en œuvre pour faire de ce sujet un enjeu de taille pour l’année électorale 2018. Souvent mentionnée dans les discours politiques, la lutte à la pauvreté sera au cœur des revendications du Regroupement des organismes d’éducation populaire autonome de la Mauricie (ROÉPAM).

JACYNTHE LAING

Mené par Marc Benoit et un conseil d’administration proactif, le ROÉPAM travaille à mobiliser ses membres et le grand public dans une démarche de justice sociale visant l’amélioration des conditions de vie et de travail des personnes, particulièrement des populations les plus démunies. Il est l’organisme mandataire en Mauricie du Collectif pour un Québec sans pauvreté.

ENFIN DU FINANCEMENT ?

À l’aube de l’année électorale, les organismes communautaires en défense collective de droits ont bénéficié d’un rehaussement de leur financement à la mission, après 10 ans d’attente. Mais ils sont réalistes, les sondages défavorables au gouvernement en place peuvent expliquer en partie ce rehaussement tardif. D’ailleurs, ce financement semble privilégier les organisations qui offrent des services individuels plutôt que collectifs, ce qui va à l’encontre des critères régissant les organismes communautaires autonomes et qui s’apparente davantage à une consolidation de points de service parapublics.

Se faire entendre et bien comprendre des députés et ministres n’est pas chose facile, et le récent dévoilement du plan

de lutte à la pauvreté du gouvernement du Québec en est la preuve. En effet, selon M. Benoit, il est décevant de constater que le gouvernement actuel semble vouloir contrer la pauvreté simplement par des mesures d’employabilité.

ON SE SOUHAITE DONC...

Alors, pour 2018, le défi est de faire valoir, et surtout respecter, la mission des organismes communautaires. Il sera aussi question de promouvoir la campagne du 5-10-15, qui met de l’avant des propositions concrètes visant à pallier des inégalités économiques. En voici les trois revendications majeures :

- *Le droit d’obtenir son horaire de travail 5 jours à l’avance.*
- *Le droit de disposer de 10 jours de congés payés par année pour la maladie ou les responsabilités familiales.*
- *Le droit de gagner un salaire minimum de 15 \$ l’heure.*

Et que pensent les politiciens de vos revendications, M. Benoit ? « Ils appréhendent la hausse du salaire horaire minimum à 15 \$ à cause de la pression qu’elle exercerait sur les autres salaires. » Selon une étude citée par la campagne du 5-10-15, 6 % des travailleuses et des travailleurs

au Québec gagnent le salaire minimum, alors que 20 % des personnes salariées ont reçu une augmentation de leur rémunération après l’instauration d’un nouveau salaire minimum en 2010. Cette hausse globale des salaires serait toutefois compensée par les bénéfices dont la croissance des ventes dans les commerces de détail.

REVENIR AUX VALEURS FONDAMENTALES DE LA SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE

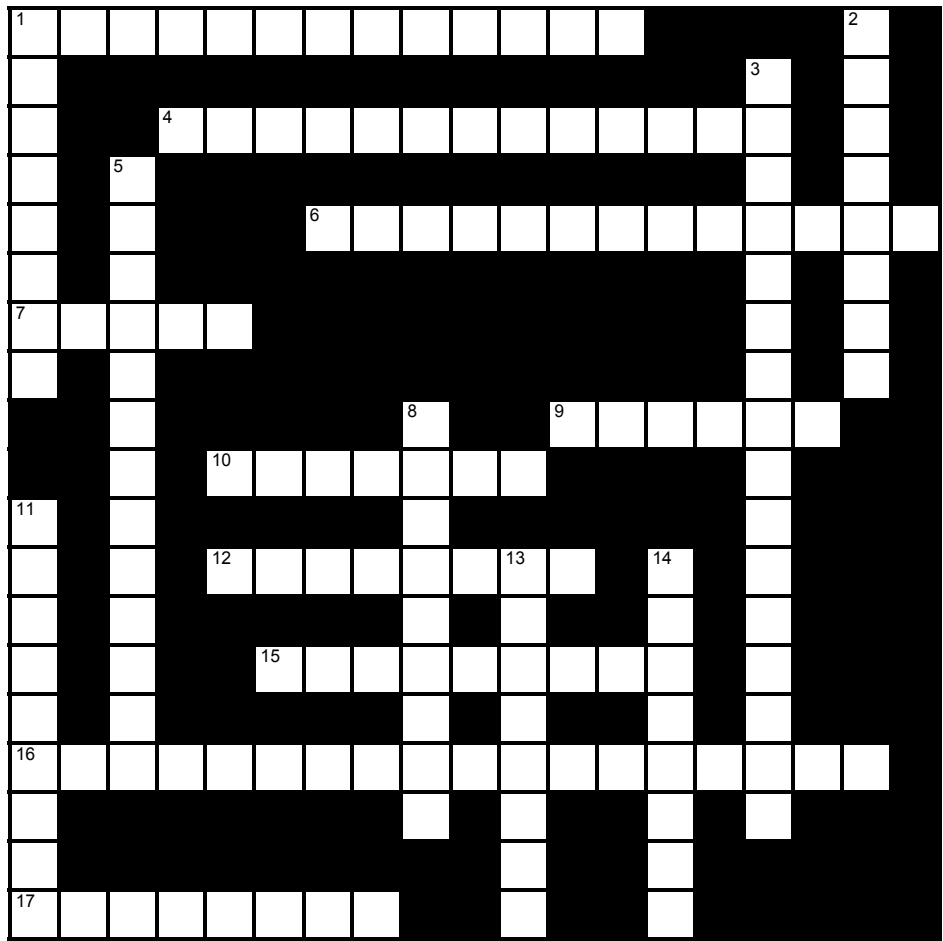
Quant aux prochaines élections, M. Benoit souhaite qu’elles mènent à une

société plus juste, équitable et solidaire. Ces caractéristiques, qui ont jadis fait partie du fondement de la société québécoise, semblent s’estomper dernièrement. C’est ce qu’il constate en Mauricie comme dans tout le Québec. Ainsi, le conflit idéologique qui oppose actuellement les jeunes et les personnes plus âgées nuit à la progression du changement social. Rallions-nous plutôt, et engageons-nous, femmes, hommes, jeunes et moins jeunes, afin de former une alliance intergénérationnelle qui sera bénéfique à toutes et à tous. 9



Marc Benoit est le coordonnateur du Regroupement des organismes d’éducation populaire autonome de la Mauricie.

9 MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT

1. Plus courante dans la culture anglophone, où les plus fortunés participent à la vie de leurs institutions culturelles, celle-ci demeure marginale au Québec. (13)

4. Aptitude de chacun à trouver et conserver un emploi, à progresser au travail et à s’adapter au changement tout au long de la vie professionnelle. (13)

6. Le centre de prévention du suicide l’Accalmie offre, notamment, ce type de soutien. (13)

7. Le Domaine Notcimik offre une variété de types d’hébergement dont ceux-ci. (5)

9. Organisme qui travaille à mobiliser ses membres et le grand public dans une démarche de justice sociale visant l’amélioration des conditions de vie et de travail des personnes (Acronyme). (6)

10. La chute des prix de cette ressource naturelle a considérablement affecté l’économie du Venezuela. (7)

12. Communauté atikamekw en Haute-Mauricie. (8)

15. Antonyme d’austérité pouvant qualifier la période de dépenses gouvernementales dans laquelle le Québec se trouve actuellement. (9)

16. Ce dossier est un enjeu de taille pour les petites MRC à prédominance rurale notamment en ce qui concerne l’accès à Internet haute vitesse. (18)

17. Mot de la langue atikamekw pouvant signifier « dans la nature » ou « dans la brousse », mais aussi « là d’où je viens ». (8)

VERTICALEMENT

1. Le gouvernement du Québec a récemment dévoilé un plan de lutte à celle-ci. (8)

2. Ce secteur est en pleine croissance et constitue un élément important de la diversification économique de la Mauricie. (8)

3. Processus de réduction de l’armée d’une nation, de ses armes ou de ses véhicules armés. (16)

5. Mode de scrutin souhaité pour les élections provinciales de 2022 par le Mouvement démocratie nouvelle. (13)

8. Ensemble d’éléments entre lesquels le passage est continu. (9)

11. Selon Joanne Blais, la privatisation dans ce secteur est un enjeu crucial pour l’égalité entre les genres. (9)

13. Ce terme est employé pour désigner les actions et l’idéologie politique de l’ancien président socialiste vénézuélien, Hugo Chávez. (8)

14. Choix qu’on exprime par l’intermédiaire d’un vote. (8)

Réponses en page 2.

En 2018, puissions-nous poursuivre
notre collaboration en faveur
du mieux-être collectif.
Que la force de notre solidarité
insuffle à notre société un élan
de justice, d'égalité et d'entraide.



**Centrale des syndicats
du Québec**



Fédération
des intervenantes
en petite enfance
du Québec (CSQ)



Syndicat des intervenantes
en petite enfance
Mauricie-Centre-du-Québec (FIPEQ)

